

*Congé d'été*

Je sais gré au député de Lincoln d'être à la Chambre ce soir. J'espère qu'il me reprendra si j'enfreins le moindrement le Règlement. Je sais qu'il le fera. Le ministère savait ce qui se passait et savait aussi qu'il y aurait ces répercussions. Quelles mesures a-t-il prises pour diminuer l'incidence du cartel international imposé à des entreprises canadiennes?

Nous voulons savoir aussi ce que le gouvernement a fait suite à l'avis juridique donné par M<sup>e</sup> David Henry, aujourd'hui le juge Henry, portant que le cartel pourrait ultérieurement devenir illégal advenant que des producteurs canadiens refusent de remplir des commandes à cause des arrangements intervenus. Il est clair comme de l'eau de roche que c'est là un cas d'offre et de prix. Qu'a fait le gouvernement pour satisfaire les besoins et servir les intérêts des consommateurs? Qu'on fait les producteurs canadiens pour en arriver à établir l'équilibre voulu entre l'offre et les prix, compte tenu du cartel imposé à eux par le gouvernement?

Nous ne voulons pas envoyer des gens en prison. Nous voulons savoir qui avait la responsabilité politique à ce moment-là. La question des prix est très importante surtout lorsque nous songeons aux prix élevés que les gens doivent subir aujourd'hui.

On a annoncé aujourd'hui que l'indice des prix à la consommation a atteint son niveau le plus élevé d'une année sur l'autre depuis 1948, à 12.8 p. 100. Le chiffre de ce rapport sur les prix des derniers mois qui fait le plus sursauter est le prix de l'essence qui a augmenté de 42.7 p. 100 au cours des 12 derniers mois. J'ai demandé aux députés d'en face pourquoi ils avaient imposé la clôture. Cette raison est bien suffisante. Les vis-à-vis, et en particulier, les ministres, dont nous ne voyons que le vert des sièges, ne peuvent pas dire pourquoi le prix de l'essence a augmenté de 42.7 p. 100. Qu'avons-nous reçu en échange?

Au cours des élections de 1980, le ministre des Finances (M. MacEachen) a dit: «Votez libéral et nous empêcherons les prix de monter.» Je crois que personne de ceux qui ont voté pour les libéraux ne s'attendait que les prix de l'essence grimper de 42.7 p. 100. C'est la pire fraude des élections de 1980. Les électeurs se sont fait avoir; ils ont cru que les prix ne monteraient pas, mais il y a eu une augmentation de presque 50 p. 100. Le député de Willowdale (M. Peterson) devrait sortir sa règle à calcul. Il n'a pas encore appris à se servir des nouvelles calculatrices électroniques à boutons. Qu'il prenne sa règle à calcul et il verra que l'augmentation revient à 60c. le gallon.

Qu'avons-nous obtenu en retour de cette hausse de 60c.? Les négociations avec l'Alberta sont dans l'impasse, les importations augmentent, et d'ici la fin de l'été, 40 p. 100 des derricks, qui représentent le gros des emplois dans l'industrie pétrolière et gazière de l'ouest du Canada, auront quitté le pays. Environ 170 sont déjà partis, et on a annulé le projet d'extraction du pétrole lourd de Cold Lake, bien que le ministre préfère parler de suspension. Que nous apportera encore la politique énergétique nationale? J'attends que nos vis-à-vis me crient une réponse. Qu'entendons-nous? Un silence de mort, pas un mot. Les Canadiens seraient peut-être disposés à payer cette hausse de 60c. s'ils croyaient qu'ils en tireraient des avantages.

Rien n'indique que la hausse des prix ralentira. Le gouvernement ne fait absolument rien pour résoudre le problème. La

politique des taux d'intérêt élevés est directement liée à la politique énergétique nationale. Nous assistons actuellement à un exode des capitaux sans précédent: de 8 à 10 milliards de dollars ont quitté le pays au cours des 12 derniers mois. Cela peut s'expliquer par la décision de compagnies appartenant aux Canadiens, celles-là même que devait aider le Programme énergétique national, de transférer leurs capitaux à l'étranger. Les Allemands qui avaient l'habitude d'investir au Canada se tournent maintenant vers les États-Unis.

Les entreprises injectent des capitaux dans le gisement Williston, à Denver au Colorado, dans l'ouest du Texas et en Australie. La canadienisation de notre industrie pétrolière et gazière est en réalité la canadienisation du gisement Williston, de Denver, du Colorado, de l'ouest du Texas et de l'Australie. Voilà ce que les entreprises de l'ouest du Canada entendent par canadienisation. C'est pourquoi le Programme énergétique national est pour ces entreprises une pilule qu'elles arrivent difficilement à avaler. Certains députés d'en face m'ont demandé: «Qu'entendez-vous quand vous dites que le Programme énergétique national fait monter les taux d'intérêt au Canada? Qu'en est-il? Je ne comprends pas.»

● (2100)

**Des voix:** Nous ne vous avons jamais posé cette question.

**M. Wilson:** Je peux dire aux députés d'en face que certains de leurs collègues m'ont posé cette question. Ils se demandent ce qui se passe au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Ils veulent savoir ce qui provoque le fléchissement du dollar canadien qui fait monter les taux d'intérêt. Cette sortie de capitaux que nous constatons depuis quelques mois fait baisser le dollar canadien.

Si les députés d'en face cherchaient à savoir pourquoi le gouverneur de la Banque de Canada hausse tellement les taux d'intérêt, ils constateraient qu'à son avis, nous devons maintenir le dollar canadien à son niveau, car s'il fléchit davantage, l'inflation augmentera au Canada. Ainsi, le ministre des Finances que j'ai vu tantôt assis à l'arrière-plan, ce qui est probablement l'endroit le plus approprié pour lui, se tord les mains et prétend qu'il ne peut rien faire parce que les Américains font grimper les taux d'intérêt.

Si le ministre avait pour politique d'appliquer un vaste programme de lutte contre l'inflation, plus un programme énergétique susceptible de résoudre nos problèmes dans ce domaine, au lieu d'affronter tous les secteurs de l'industrie énergétique et les provinces en cause, nous verrions le dollar grimper de 3 à 5 p. 100. La Banque du Canada pourrait alors permettre aux taux d'intérêt de se stabiliser à un niveau beaucoup plus bas, probablement de 3 ou 4 p. 100. Voilà ce dont je parle quand je dis que le Programme énergétique national a des répercussions négatives sur l'ensemble du pays, non pas seulement sur la petite province de l'Alberta, ou la petite province de la Saskatchewan, mais sur tout le pays. Tous les citoyens canadiens ressentent les effets des taux d'intérêt élevés: voilà pourquoi nous devons modifier nos politiques énergétiques. J'espère que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) et le ministre des Finances (M. MacEachen) reviendront à la Chambre avec quelques idées sur la façon de procéder pour effectuer ces changements.